



(<https://www.forcesoperations.com/>)

ACTUALITÉS ([HTTPS://WWW.FORCESOPERATIONS.COM/CATEGORY/ACTUALITES/](https://www.forcesoperations.com/category/actualites/))

# Économie de guerre : un second séminaire entre constats et premières pistes



Nathan Gain (<https://www.forcesoperations.com/author/adminfob/>) • 17 novembre, 2022

**Les industriels de la filière défense française et les autorités du ministère des Armées se sont réunis mardi dernier pour un nouveau séminaire sur l'économie de guerre. Un premier point d'étape pour prendre acte de l' « *énorme boulot fait en très peu de temps* » et revenir sur les premiers constats et pistes d'amélioration.**

**Un « *très gros travail* »**

Lancé en juin par le président de la République, le chantier interministériel de l'économie de guerre conserve son objectif

principal : forger une industrie de défense capable de répondre aux besoins des armées en termes de fourniture d'armement, de munitions et de soutien dans un contexte d'engagement majeur. Dit autrement, la BITD française doit pouvoir produire plus et plus vite.

Huit semaines se sont écoulées depuis la **première table ronde organisée le 7 septembre**

**(<https://www.forcesoperations.com/economie-de-guerre-de-premiers-engagements-et-une-nouvelle-reunion-en-octobre/>)**. La seconde, à nouveau présidée par le ministre des Armées Sébastien Lecornu, réunissait les mêmes acteurs tout en y associant pour la première fois le Comité Richelieu, un représentant clef de nombreuses PME innovantes. Elle aura

permis d'acter « *le très gros travail mené à froid entre la DGA, l'EMA et les industriels* » au cours des deux derniers mois, expliquait hier l'entourage du ministère au cours d'un briefing.

« *Un certain nombre de choses ont déjà été décidées* », rappelle le cabinet ministériel.

Parmi celles-ci, le choix de concentrer l'effort sur des matériels prioritaires. Douze systèmes d'armes, équipements et munitions, et non plus dix, ont été sélectionnés pour leur forte attrition ou le degré élevé de consommation anticipé en cas de conflit. Ce sont, à l'instar des canons CAESAR et de leurs munitions de 155 mm, essentiellement des capacités du domaine terrestre. Les obus de 40 mm du véhicule Jaguar et certaines protections NRBC individuelles seraient aussi dans le

collimateur du ministère des Armées.

En septembre, les deux parties avaient convenu d'une série d'engagements. Côté ministériel, l'effort vise à adopter « *une nouvelle façon de conduire les programmes d'armement* » en misant sur leur simplification. Pour une partie d'entre eux actuellement en phase amont, il s'agira par exemple de réduire de 20% les exigences documentaires. De quoi permettre d'orienter l'expression de besoin vers des armes moins complexes et plus standardisées sans dégrader les performances. Et, par là, éviter un mouton à cinq pattes accumulant les points de fonctionnement coûteux en temps et en argent.

Côté industriels, la principale demande porte sur la nécessité de « *remettre la fonction*

*production au cœur de leurs entreprises ».*

Les 30 dernières années sont marquées par la priorité accordée à la course technologique et au maintien des compétences, souligne le cabinet. Pour produire plus et plus vite, l'économie de guerre suppose de réinterroger les cycles de production et les chaînes de sous-traitance pour en déterminer les vulnérabilités et proposer des axes d'amélioration.

## **Goulets d'étranglements et dépendances**

Pour progresser, encore faut-il avoir une idée précise de l'état de santé d'une BITD fragilisée par la crise sanitaire, la pénurie de matériaux et l'inflation. Ces travaux d'analyse *« ont déjà bien avancé »*, souligne le ministère des Armées. *« Les capacités d'accélération dans la supply chain ne sont*

*pas infinies* », constate-t-il. Des 4000 entreprises composant la BITD française, plus d'une centaine sont en butée de production et constitueraient dès lors un goulet d'étranglement en cas d'augmentation des cadences. Chacune fera l'objet d'un plan d'action conduit par la DGA.

D'autres dépendances relèvent de l'approvisionnement réalisé à l'étranger. Bien qu'il y en ait peu dans le secteur de la défense, certaines touchent à des domaines clefs. C'est le cas de la poudre utilisée pour les munitions de gros calibre des armées françaises. Si la France peut compter sur le fournisseur national Eurengo pour ses charges modulaires, ce dernier s'approvisionne majoritairement auprès de l'entreprise Nitrochemie, une coentreprise entre l'allemand Rheinmetall et le suisse

RUAG MRO, pour ses matières premières. L'approvisionnement n'est aujourd'hui pas menacé, mais la DGA évalue la possibilité de relocaliser une capacité de production en France pour éviter les conséquences d'une saturation de la demande.

Même son de cloche pour les semi-conducteurs, en pénurie depuis plusieurs années. La France, et par là le ministère des Armées, soutient une initiative européenne de remontée d'une filière à l'échelle continentale. Cet « *EU Chips Act* » pourrait bénéficier à un paysage français présentant quelques atouts, à l'instar de l'écosystème grenoblois.

La guerre en Ukraine aura, enfin, conduit à revoir certaines certitudes. Le serpent de mer de la filière française de munitions de



petit calibre, par exemple, est maintenant abordé sous un autre angle. Pour la DGA, il convient en effet de vérifier si le constat d'un marché considéré comme surcapacitaire et à l'accès garanti par les sources multiples sera toujours valide dans le cas d'un engagement majeur. Et de se poser les mêmes questions que pour les poudres sur le maintien de cette surcapacité et l'opportunité de se doter d'une capacité totalement ou partiellement souveraine.



Fin octobre, le président de la République est venu en personne à la rencontre de la BITD française. C'était à La Chapelle Saint-Ursin et, entre autres, chez Nexter

Arrowtech

(Crédits : Nexter)

## **Des solutions pour accélérer**

La réduction des cycles et l'augmentation des cadences supposent en priorité de constituer des stocks de matières premières et de pièces à long délai

d'approvisionnement. Cette seule étape représente parfois plus de la moitié du cycle de production. Industriels et autorités planchent depuis un moment sur plusieurs mécanismes de soutien. L'enjeu du stockage suppose tout d'abord celui de la maîtrise des chaînes d'approvisionnement. Hormis la relocalisation de certaines productions, le ministère annonce étudier un mécanisme déjà adopté par les États-Unis. Ce dispositif permettrait, si la situation l'exige, de prioriser les commandes militaires par rapport aux commandes civiles. Autrement dit, d'invoquer l'argument de la souveraineté pour « *griller la priorité* » dans la file d'attente.

« *En réalité, 95% des entreprises le font déjà* », souligne l'entourage ministériel, qui explique y avoir recours « *sur un certain*

*nombre de contrats urgents, en particulier le reemplètement des CAESAR* ». Une assise légale s'avère cependant fondamentale pour disposer d'un moyen qui soit réellement contraignant. Ainsi, l'un des vecteurs dans lesquels cette règle pourrait être inscrite ne serait rien d'autre que la prochaine loi de programmation militaire 2024-2030. Que ce soit avec la BITD ou avec des groupements d'industriels moins centrés sur la défense, les premiers échanges sur le sujet ont engendré « *des réactions plutôt favorables* ».

Les acteurs avancent en outre la notion de « *commande globale* ». Le principe ? L'État s'engagerait à commander un certain volume sur une période définie, celle de la LPM par exemple. Si l'industriel sécurise de la charge de travail, il s'engage en contrepartie à constituer les stocks

demandés pour anticiper la production au coup de sifflet si la situation le requiert.

« *Voilà le mode de fonctionnement que l'on a trouvé avec les industriels et que l'on va faire avec la quasi-intégralité du Top 12* »,

annonce le cabinet. Celui-ci promet par ailleurs une volonté de convergence des références pour rationaliser les stocks. En d'autres termes, il faudra s'accorder pour aligner les besoins et mutualiser certains lots. « C'est un travail qui est en cours avec des discussions entre industriels ».

Réduire le temps de production est une chose, compresser les délais de commande en est une autre. Véritable enjeu, l'accélération de la passation de commande passerait non seulement par la simplification de l'expression de besoin, mais aussi par l'octroi de « *lettres d'engagement* ». À mi-

chemin entre l'intention et la contractualisation, celles-ci seraient conçues pour donner suffisamment de visibilité aux industriels pour qu'ils puissent lancer les approvisionnements et les premiers travaux sans que le contrat soit fini d'être négocié et formellement notifié. Il conviendra pour cela d'intégrer au plus vite le maître d'œuvre dans la boucle afin d'atteindre rapidement le niveau de compréhension suffisant pour engager le processus industriel. La LPM 2024-2030 doit encore être présentée, discutée et adoptée mais, « *quoi qu'il arrive* », l'effort portera sur les équipements du Top 12 et se matérialisera sans doute par ces fameuses lettres d'engagement.

## **Qui paiera la facture ?**

Le ministre des Armées l'a constaté, les différents acteurs ont abattu « un énorme

boulot en très peu de temps ». Pour autant, « tout n'est pas complètement finalisé » et l'idée sera de maintenir le format adopté et le rythme d'un séminaire environ tous les deux mois. De quoi établir un constat régulier et ne pas perdre de vue les chantiers à venir.

Parmi les prochains axes majeurs de progression, celui du financement. Constituer des stocks, engager du personnel, compléter l'outil de production a et aura un coût que les toutes les entreprises ne peuvent supporter seules. Au risque, le cas contraire, de devoir grignoter sur les marges et de menacer des investissements essentiels, à commencer par la R&D.

À première vue, tout coup de pouce ministériel supplémentaire paraît pour

l'instant exclu. La réponse est sans doute à chercher dans la prochaine LPM, pour laquelle les arbitrages financiers s'annoncent complexes. « *Tout cela suppose de se financer auprès d'acteurs bancaires ou à travers des fonds* », explique le cabinet. Pas si simple à l'heure où le monde bancaire se révèle toujours plus frileux à l'idée de soutenir la filière défense. D'après le ministère, le SGDSN est monté au créneau au sujet des problématiques de financement de l'exportation, un marché primordial pour la santé financière des entreprises mais menacé par les nouvelles entraves bancaires.

La frilosité des acteurs traditionnels aura au moins eu cela de positif qu'il a motivé l'émergence d'autres mécanismes financiers. « *D'une part, il y a un certain*



*nombre d'acteurs parisiens qui sont en train de monter des fonds spécialisés dans la souveraineté* ». Ce sont des fonds comme Ace Aéro Partenaires, centré sur les PME et ETI de l'aéronautique, ou des véhicules d'investissement comme ceux mis en place par **Défense Angels** (<https://www.forcesoperations.com/defense-angels-pour-soutenir-la-bitd-et-parer-a-la-frilosite-des-banques/>). D'autres sont en cours de montage.

L'autre tendance positive, c'est la volonté de certains particuliers d'investir une partie de leur épargne pour développer la souveraineté française. L'hôtel de Brienne a initié un travail avec ses homologues de Bercy pour « *trouver des vecteurs qui correspondent à cette aspiration populaire* ». Encore au stade préliminaire, l'idée sera davantage détaillée à

**l'issue du prochain séminaire, fixé pour le mois de janvier.**

**Tags:**

BITD (<https://www.forcesoperations.com/tag/bitd/>)

économie de guerre (<https://www.forcesoperations.com/tag/economie-de-guerre/>)

France (<https://www.forcesoperations.com/tag/france/>)

ministère des Armées  
(<https://www.forcesoperations.com/tag/ministere-des-armees/>)

**ARTICLE PRÉCÉDENT**

**L'achat d'hélicoptères inscrit au budget 2023 de la Défense belge** (<https://www.forcesoperations.com/lachat-dhelicopteres-inscrit-au-budget-2023-de-la-defense-belge/>)

 **SUIVEZ-NOUS**

**([HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/FOB-FORCES-OP%C3%A9RATIONS-BLOG-277020155670858/](https://www.facebook.com/FOB-FORCES-OP%C3%A9RATIONS-BLOG-277020155670858/))**

 **SUIVEZ-NOUS**

**([HTTPS://TWITTER.COM/forcesoperation?ref\\_src=twsrc%5Egoogle%7ctwcamp%5ESERP%7C](https://twitter.com/forcesoperation?ref_src=twsrc%5Egoogle%7ctwcamp%5ESERP%7C))**

## Archives

Sélectionner un mois



[Legal / Privacy Policy \(/privacy-policy\)](/privacy-policy)

© Forces Operations Blog - 2022